

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 07/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **IMPRIMERIE DE COMPIEGNE**

2 avenue Berthelot  
BP 60524 - ZAC de MERCIERES  
60200 COMPIEGNE

Références : IC-R/0469/22-JD  
Code AIOT : 0005104635

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2022 dans l'établissement IMPRIMERIE DE COMPIEGNE implanté 2, avenue Berthelot BP 60524 - ZAC de MERCIERES 60200 COMPIEGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2021 portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables aux installations d'impressions de périodiques et articles divers de la société Imprimerie de Compiègne.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IMPRIMERIE DE COMPIEGNE
- 2, avenue Berthelot BP 60524 - ZAC de MERCIERES 60200 COMPIEGNE
- Code AIOT : 0005104635
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société Imprimerie de Compiègne réalise des imprimés de la conception à la livraison en passant par le façonnage, et ce pour des clients variés : maisons d'édition, périodiques, Etat, collectivités territoriales, sociétés privées de fabrication de biens de consommation.

Les activités d'impression s'étant développées avec l'acquisition de nouvelles machines, permettant d'offrir un large panel de services, l'exploitant avait déposé un dossier de régularisation auprès des services préfectoraux de l'Oise le 24 septembre 2008.

Aujourd'hui, l'exploitation d'installations d'impression est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juin 2010.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Protection des milieux aquatiques ;
- Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 03/06/2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Formation du personnel	AP de Mise en Demeure du 03/06/2021, article 1- alinéa 2	/	Sans objet
2	Stockage des déchets dangereux	AP de Mise en Demeure du 03/06/2021, article 1- alinéa 3	/	Sans objet
3	Autorisation de déversement	AP de Mise en Demeure du 03/06/2021, article 1- alinéa 4	/	Sans objet
4	Aménagement des points de rejet et des points de mesure	AP de Mise en Demeure du 03/06/2021, article 1- alinéa 5	/	Sans objet
5	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 03/06/2021, article 1- alinéa 6	/	Sans objet
6	Stockage des déchets avant traitement ou élimination	AP de Mise en Demeure du 03/06/2021, article 1- alinéas 7 et 8	/	Sans objet
7	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 02/06/2010, article 4.3.3 de l'annexe	/	Modification par APC
8	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 02/06/2010, article 4.3.4.1 de l'annexe	/	Modification par APC
9	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 02/06/2010, article 4.3.9 de l'annexe	/	Modification par APC
10	Auto-surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 02/06/2010, article 4.3.10.1 de l'annexe	/	Modification par APC

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Tous les points de non-conformité de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) du 03 juin 2021 peuvent être levés. L'inspection propose donc de lever cet APMD dans un projet d'arrêté en annexe du présent rapport.

L'article 1 alinéa 6, point de non-conformité de la mise en demeure, est fondé sur un article de l'arrêté d'autorisation du 2 juin 2010 qui n'est pas adapté à l'exploitant.

En effet, lors de la vérification des dispositions du titre 4 : "Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques" de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2010, il a été constaté que certaines d'entre elles n'étaient pas adaptées, notamment les valeurs limites d'émission pour les eaux pluviales. L'inspection propose donc en annexe du rapport de l'inspection un arrêté préfectoral complémentaire afin de modifier ces prescriptions.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/06/2021, article 1- alinéa 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Formation du personnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Imprimerie de Compiègne sise 2 avenue Berthelot à Compiègne (60200) est mise en demeure de respecter les dispositions respectives des articles 2.2.1, 2.9.3, 4.3.6, 4.3.7.2, 4.3.9 et 5.1.3 de l'arrêté préfectoral susvisé du 2 juin 2010 : - en assurant la formation du personnel intervenant dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour gérer les effluents aqueux et les déchets ;
<b>Constats :</b>  Constats de l'inspection du 27 avril 2021  Non-conformité n°1 : Les moyens humains nécessaires à la bonne gestion des effluents et déchets ne sont pas adaptés et insuffisants pour une installation classée pour la protection de l'environnement. Le personnel n'est pas formé à toutes ces thématiques et n'est pas en nombre suffisant.  Le jour de la visite d'inspection, le personnel n'était pas formé ni informé des thématiques ICPE.  La personne dédiée à cette thématique n'avait reçu aucune des formations adaptées à son poste. Elle a précisé disposer d'une licence professionnelle en contrôle de gestion et d'un master dans l'enseignement. Auparavant elle travaillait au service des achats dans cette même entreprise.  De nombreux manquements relatifs à la gestion des effluents aqueux et déchets ont donc été constatés et sont détaillés dans cette grille.  Constats de l'inspection du 27 octobre 2022  Mme Laurie Jordan était responsable du service des achats. Elle est désormais référente pour la sécurité, l'environnement, et la mise en place des certifications.  L'exploitant dispose du certificat Print'Ethic. Il est audité chaque année sur cette thématique pour conserver son certificat.  Suite aux lacunes mises en évidence lors de la précédente inspection, Mme Jordan a suivi les formations suivantes en matière de qualité, sécurité, environnement : - Prévention sécurité santé environnement EPSE (niveau 1) - 5 jours - Octobre 2021 - Proméo AFPI Picardie ; - ICPE - 1 jour - 17 décembre 2021 - Proméo AFPI Picardie ; - Assistance à la saisie des données sur GIDAF, suite aux mesures des eaux pluviales (mai 2021).

Après discussion avec Mme Jordan, il apparaît que les formations suivies lui ont été bénéfiques pour la réalisation de ses missions en qualité, sécurité et environnement. L'inspection encourage l'exploitant à poursuivre le parcours de formation de son personnel responsable de la sécurité et de la protection de l'environnement.

Les améliorations importantes constatées sur les thématiques ICPE et sur l'entretien général du site montrent une appropriation de ces sujets par le personnel affecté.

L'exploitant respecte les dispositions de l'article 1- alinéa 2 de la mise en demeure susvisée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Stockage des déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/06/2021, article 1- alinéa 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Imprimerie de Compiègne sise 2 avenue Berthelot à Compiègne (60200) est mise en demeure de respecter les dispositions respectives des articles 2.2.1, 2.9.3, 4.3.6, 4.3.7.2, 4.3.9 et 5.1.3 de l'arrêté préfectoral susvisé du 2 juin 2010 :  - en mettant sous rétention tout produit dangereux susceptible de créer une pollution des eaux ;
<b>Constats :</b>  Inspection du 27 avril 2021 :  La zone des déchets n'est pas entretenue.  Non-conformité n°2 : Des déchets de papier et des traces de liquides contenant des substances dangereuses qui se sont écoulées des bidons vides de vernis ou encres sont visibles (voir les photos en annexe du rapport). Une partie de ces déchets sera embarquée à chaque lessivage par les eaux météoriques, rejoignant ainsi le réseau des eaux pluviales.  Les déchets de papier, qui se sont envolés des bennes, se sont dispatchés sur le sol. Ils salissent les zones enherbées et forment une pellicule blanche compacte sur les zones imperméabilisées au fur et à mesure du lessivage des sols par les eaux pluviales.  Tous types d'ordures ménagères, comme des déchets d'emballages alimentaires, qui se sont envolés aussi certainement, jonchent aussi le sol ou sont placés dans des containers inadaptés, contribuant ainsi à la dégradation paysagère de la zone.  Les déchets liquides dangereux de type encre, vernis ou eaux de lavage des machines sont stockés dans une armoire disposant d'une rétention.  Inspection du 27 octobre 2022 :  Le jour de la visite, la zone de réception des déchets était très bien entretenue, et aucun produit liquide n'était stocké sur la plateforme, ni sur la zone enherbée. Tous les produits dangereux étaient stockés en attente d'enlèvement dans l'armoire de stockage et disposaient d'une rétention adéquate. Par ailleurs, l'armoire de stockage avait aussi fait l'objet d'un nettoyage notable.  L'exploitant respecte les dispositions de l'article 1- alinéa 3 de la mise en demeure susvisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Autorisation de déversement**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/06/2021, article 1- alinéa 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autorisation de déversement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Imprimerie de Compiègne sise 2 avenue Berthelot à Compiègne (60200) est mise en demeure de respecter les dispositions respectives des articles 2.2.1, 2.9.3, 4.3.6, 4.3.7.2, 4.3.9 et 5.1.3 de l'arrêté préfectoral susvisé du 2 juin 2010 :  - en obtenant une autorisation de déversement délivrée par le gestionnaire des eaux ;
<b>Constats :</b>  Inspection du 27 avril 2021 :  D'après l'arrêté préfectoral, les rejets d'eaux pluviales et domestiques sont acheminés par les réseaux communaux vers la station d'épuration de La Croix Saint-Ouen.  Non-conformité n°4 : L'exploitant n'a pas connaissance d'une autorisation de déversement délivrée par le gestionnaire des réseaux. Les modalités d'autorisation de déversement dans le réseau public doivent être connues par l'inspection des installations classées afin d'évaluer la conformité des analyses des rejets.  Inspection du 27 octobre 2022 :  D'après le plan des réseaux nouvellement établi, il existe deux réseaux des eaux pluviales et un réseau des eaux résiduaires (usées). L'exploitant a retrouvé la convention de déversement qui était utile lorsque les eaux industrielles des machines étaient rejetées dans le réseau. Or, les eaux industrielles sont désormais considérées comme déchets et évacuées comme tels dans les filières d'élimination. Des bordereaux de suivi des déchets ont été présentés par l'exploitant. L'agence de l'eau estime que la convention de déversement n'a plus lieu d'être car les eaux non domestiques sont aujourd'hui uniquement des eaux pluviales.  L'exploitant respecte les dispositions de l'article 1- alinéa 4 de la mise en demeure susvisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Aménagement des points de rejet et des points de mesure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/06/2021, article 1- alinéa 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement des points de rejet et des points de mesure
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Imprimerie de Compiègne sise 2 avenue Berthelot à Compiègne (60200) est mise en demeure de respecter les dispositions respectives des articles 2.2.1, 2.9.3, 4.3.6, 4.3.7.2, 4.3.9 et 5.1.3 de l'arrêté préfectoral susvisé du 2 juin 2010 :  - en aménageant des points de rejet d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluants, etc.) pour les rejets aqueux de manière à ce qu'ils soient aisément accessibles et puissent permettre des interventions en toute sécurité ;
<b>Constats :</b>  Inspection du 27 avril 2021 :  Non-conformité n°5 : Le point de prélèvement n'a pas été notifié sur le rapport et le personnel n'a pas su indiquer non plus le point ni la nature du prélèvement. Le rapport précise : « Compte tenu de la configuration du point de prélèvement et de l'impossibilité de mettre en place un dispositif de mesure de débit, la mesure du débit n'a pu être réalisée ».  Sur chaque point de rejet d'effluents liquides, l'exploitant devra installer un point de rejet d'échantillons et des points de mesure conformément aux dispositions de l'article 4.3.7.2 de son arrêté préfectoral.  Inspection du 27 octobre 2022 :  L'Apave a été missionnée par l'exploitant pour un audit des points de rejet des eaux pluviales. Deux trappes ont été identifiées pour la réalisation d'un prélèvement à proximité des séparateurs à hydrocarbures. Jusqu'à présent les mesures n'ont pu être réalisées en raison d'un problème d'écoulement des eaux au niveau du square et de la 2*2 voies. L'entreprise a pris contact avec l'agglomération pour vidanger les égouts. Les réseaux sont désormais plus fluides.  Des prélèvements pour analyse ont été réalisés le 27 juin 2022 aux deux points de rejets des eaux pluviales au niveau des séparateurs d'hydrocarbures. Les points de prélèvement sont désormais accessibles.  L'exploitant respecte les dispositions de l'article 1- alinéa 5 de la mise en demeure susvisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 5 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/06/2021, article 1- alinéa 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Imprimerie de Compiègne sise 2 avenue Berthelot à Compiègne (60200) est mise en demeure de respecter les dispositions respectives des articles 2.2.1, 2.9.3, 4.3.6, 4.3.7.2, 4.3.9 et 5.1.3 de l'arrêté préfectoral susvisé du 2 juin 2010 :  - en respectant les valeurs limites en concentration définies dans l'arrêté préfectoral susvisé ;
<b>Constats :</b>  Des dépassements des valeurs limite d'émission ont été constatés pour la DCO, les MEST ainsi que l'azote global et le phosphore global.  DCO : 362 mg/l au lieu de 300 ; MEST : 112 mg/l au lieu de 100.  Cependant, s'agissant de prélèvements instantanés, et les concentrations ne dépassant pas le double de la valeur limite, les résultats sont réputés conformes. Cette disposition se vérifie à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 2/2/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation : "Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite."  Phosphore : 1.1 mg/l au lieu de 0.07 mg/l (VLE AM 98 : 10) ; Azote : 7.9 mg/l au lieu de 0.5 mg/l (VLE AM 98 : 30).  Pour le phosphore et l'azote, les valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral sont nettement au-dessous des valeurs limites fixées dans l'arrêté ministériel susvisé. Suite aux prélèvements réalisés, les mesures font donc apparaître un respect des VLE de l'arrêté ministériel et des non-conformités par rapport à l'arrêté préfectoral. Par ailleurs, dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ces VLE ne sont applicables que si le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 50 kg/j pour l'azote et égal ou supérieur à 15 kg/j pour le phosphore. Ces flux ne peuvent être atteints pour des eaux pluviales.  La prescription édictée à l'alinéa 6 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 juin 2021 n'est pas adaptée à la situation de l'établissement. L'exploitant n'a donc pas à justifier de sa conformité. L'inspection propose de reprendre dans un arrêté préfectoral complémentaire les valeurs limites de rejet de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 pour les eaux pluviales.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Stockage des déchets avant traitement ou élimination**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/06/2021, article 1- alinéas 7 et 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets avant traitement ou élimination
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            La société Imprimerie de Compiègne sise 2 avenue Berthelot à Compiègne (60200) est mise en demeure de respecter les dispositions respectives des articles 2.2.1, 2.9.3, 4.3.6, 4.3.7.2, 4.3.9 et 5.1.3 de l'arrêté préfectoral susvisé du 2 juin 2010 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en s'assurant que les déchets et résidus produits dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, soient stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement ;</li> <li>- en s'assurant que les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants soient réalisées sur des aires étanches et soient aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, les produits dangereux étaient stockés dans une armoire de rétention.            D'autres déchets comme les palettes vides et quelques containers vides étaient stockés sur la zone d'expédition imperméabilisée, sans présenter de risque de pollution particulier.            Un gros effort de nettoyage a été réalisé par l'exploitant au niveau de cette zone d'expédition. Elle est désormais correctement entretenue.</p> <p>L'exploitant respecte les dispositions de l'article 1- alinéas 7 et 8 de la mise en demeure susvisée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2010, article 4.3.3 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux résiduaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Sont considérées comme eaux résiduaires, toutes eaux n'ayant pas conservé leur qualité chimique d'origine du fait de leur emploi par l'exploitant à des fins non domestiques.</p> <p>Les effluents aqueux listés ci-après constituent notamment des eaux résiduaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les eaux collectées dans les bacs des machines ;</li> <li>- les rinçages des machines ou des bacs des machines ;</li> <li>- les eaux de mouillage ;</li> <li>- les eaux de lavage des sols ;</li> <li>- les purges des compresseurs et de la chaudière.</li> </ul> <p>Les eaux résiduaires sont considérées comme des déchets qui doivent être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet. Il n'y a pas de rejet d'eaux résiduaires dans le réseau de collecte des eaux rejetées.</p> <p><b>Constats :</b> Les eaux citées aux trois premiers tirets sont considérées comme des déchets qui doivent être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet. Toutefois, les eaux correspondant aux deux derniers tirets sont rejetées au même titre que les eaux domestiques.</p> <p>La prescription nécessite d'être remise à jour. A ce titre l'inspection a rédigé un projet d'arrêté préfectoral complémentaire annexé au présent rapport d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2010, article 4.3.4.1 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales non souillées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales non souillées seront évacuées par un réseau propre et pourront être rejetées directement dans le réseau d'eaux pluviales de la zone d'activités pour être traitées dans la station d'épuration de La Croix-Saint-Ouen.</p> <p><b>Constats :</b> Les eaux pluviales non souillées seront évacuées par un réseau propre et pourront être rejetées directement dans le réseau d'eaux pluviales de la zone d'activités. Toutefois, d'après l'agence de l'eau de Picardie, elles sont in fine rejetées dans l'Oise et ne sont pas traitées par la station d'épuration de La Croix-Saint-Ouen.</p> <p>La prescription nécessite d'être remise à jour. A ce titre l'inspection a rédigé un projet d'arrêté préfectoral complémentaire annexé au présent rapport d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2010, article 4.3.9 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux polluées après épuration
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les rejets aqueux transitent par les débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures du site avant d'être acheminés vers la station d'épuration urbaine de La Croix-Saint-Ouen. Les concentrations et flux maximaux journaliers sur eaux brutes non décantées sont définis comme suit :</p> <p>Concentration moyenne journalière en mg/l :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- MES : 100 ;</li><li>- DCO : 300 ;</li><li>- DBO<sub>5</sub> : 100 ;</li><li>- Phosphore total : 0.07 ;</li><li>- Azote total : 0.5 ;</li><li>- Métaux totaux : 12.</li></ul> <p>Flux maximum journalier en g/j :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- MES : 1200 ;</li><li>- DCO : 3600 ;</li><li>- DBO<sub>5</sub> : 1200 ;</li><li>- Phosphore total : 0.84 ;</li><li>- Azote total : 6 ;</li><li>- Métaux totaux : 144.</li></ul>
<p><b>Constats :</b> Les eaux pluviales de toiture et de ruissellement de la plateforme du site rejoignent le réseau d'eaux pluviales de la ZAC qui a comme exutoire final l'Oise, et non la station d'épuration urbaine de Lacroix-Saint-Ouen.</p> <p>Par ailleurs, ces valeurs limites imposées à l'exploitant sont trop contraignantes pour des eaux pluviales.</p> <p>L'inspection propose de reprendre les valeurs limites d'émission de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</p> <p>La prescription nécessite d'être remise à jour. A ce titre l'inspection a rédigé un projet d'arrêté préfectoral complémentaire annexé au présent rapport d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Auto-surveillance des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2010, article 4.3.10.1 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquences et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La collecte des données d'auto-surveillance des rejets d'eaux superficielles est gérée via l'application informatique GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente).</p> <p>Les résultats des mesures et analyses sont saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet : <a href="https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr">https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr</a>. Les résultats du mois N sont transmis avant la fin du mois N+1.</p> <p>La périodicité des contrôles rappelée dans le tableau ci-après suivant les méthodes normalisées en vigueur dans ce domaine, doivent permettre de déterminer le niveau des rejets.</p> <p>Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Ils sont mesurés et consignés avant rejet dans le cas d'un traitement par bâchées.</p> <p>Les résultats de ces contrôles et les enregistrements sont archivés sur site sur un support prévu à cet effet pendant une durée d'au moins cinq ans et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils doivent être répertoriés pour pouvoir les corrélérer avec les dates de rejet.</p> <p>Le volume total rejeté est consigné sur un registre prévu à cet effet. Ces système de contrôle en continue déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.</p> <p>Débit, pH : Continue ;  DCO : Hebdomadaire ;  DBO<sub>5</sub>, MES, hydrocarbures, azote total : Mensuelle ;  Phosphore total, métaux : Trimestrielle.</p> <p>La fréquence et la liste des paramètres à analyser pourront être modifiées sur proposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Une auto-surveillance annuelle des paramètres cités suffit pour les rejets d'eaux pluviales.</p> <p>La prescription nécessite d'être remise à jour. A ce titre l'inspection a rédigé un projet d'arrêté préfectoral complémentaire annexé au présent rapport d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet